

Note du WWF France sur la COP17 biodiversité

La COP17 sur la biodiversité se tiendra à Erevan, en Arménie, du 19 au 30 octobre 2026. Elle conduira le premier bilan mondial de la mise en œuvre du cadre de Kunming-Montréal, quatre ans après son adoption.

Les réunions préparatoires de Nairobi ont avancé les recommandations sur ce bilan, la mobilisation des ressources, le mécanisme financier et l'intégration de la biodiversité dans les secteurs économiques.

Alors que l'année 2026 pas encore finie s'annonce déjà comme particulièrement dévastatrice pour les écosystèmes à travers le monde (à l'échelle européenne, les grands fleuves ont connu leurs plus faibles débits estivaux depuis le début des relevés en 1992, tandis que les incendies ravageaient des surfaces presque deux fois supérieures à la moyenne des vingt dernières années), cette COP ne doit pas seulement être celle du bilan mais aussi celle de l'élan.

Une COP de bilan :

- **La COP15 de Kunming-Montréal a marqué une avancée décisive** : objectifs quantifiés, échéance 2030, mécanisme de suivi, indicateurs communs et déclinaison nationale. La protection de 30 % des terres et des mers est devenue l'emblème médiatique du cadre mondial, à l'image du 1,5 °C pour le climat. Mais le cadre va bien au-delà : restauration, pesticides, espèces invasives, consommation, entreprises, finance et subventions nuisibles. La Convention sur la Diversité Biologique (CDB) élargit ainsi son action de conservation à la transformation des secteurs économiques qui exercent des pressions sur la nature.
- Si la COP16 a réussi – péniblement – à compléter les outils de suivi et de reporting, **la COP17 doit désormais faire le compte** parmi les 196 États signataires de la CDB dont, fin septembre 2026 :
 - 89 % avaient transmis leurs objectifs nationaux correspondant aux 23 cibles mondiales de Kunming-Montréal ;
 - 72 % avaient transmis leur septième rapport national décrivant les mesures engagées et les progrès réalisés ;
 - 56 % seulement avaient déposé une stratégie nationale de biodiversité (NBSAP) alignée sur le cadre mondial de Kunming-Montréal.
- **La France ne fait hélas pas exception.**
 - La sénatrice Christine Lavarde a établi que dans son rapport de juillet 2026 que *seuls 427 millions d'euros supplémentaires ont été apportés au financement de sa stratégie nationale sur la biodiversité entre 2023 et 2026 alors que la trajectoire annoncée prévoyait 1,09 milliard*. Le chiffre est encore plus accablant pour l'année 2026 où les financements supplémentaires se sont montés à 29 millions d'euros... au lieu des 423,5 millions d'euros prévus.
 - Le retard n'est pas seulement budgétaire, il concerne aussi les résultats : dans son premier rapport annuel sur la transition écologique (septembre 2026), la Cour des comptes constate que la France est très en retard dans l'atteinte de ses objectifs en matière de biodiversité, relevant notamment une baisse de près d'un tiers des populations d'oiseaux spécialistes depuis 1989 ou encore une dégradation persistante des ressources en eau.

- **Une COP pour un nouvel élan ?**
 - La dernière évaluation de la CDB (février 2026) montrait que moins de la moitié des 51 NBSAP et 130 ensembles d'objectifs nationaux évalués étaient en bonne voie d'atteinte à l'horizon 2030. Les retards les plus importants concernent la mobilisation des financements, la réforme des subventions néfastes à la biodiversité, la prise en compte des impacts et dépendances des entreprises et la transition vers une consommation durable.
 - **Le WWF estime que les objectifs nationaux sont insuffisants : même entièrement appliqués, ils ne permettraient pas d'atteindre les objectifs mondiaux de 2030.** Il demande à la COP17 de donner des orientations pour renforcer les plans, les actions et les moyens nationaux.
 - Combler les angles morts : connectivité et intégrité écologiques ; écosystèmes marins, côtiers et d'eau douce ; politiques économiques ; consommation ; subventions néfastes et financement.
 - Généraliser la réforme des subventions dommageables, la transformation des systèmes agroalimentaires et la sécurisation des droits fonciers des peuples autochtones et communautés locales.
 - Relier les stratégies biodiversité aux politiques de développement et de lutte contre la pauvreté ; renforcer les synergies avec le climat ; associer les détenteurs de droits à la planification, à la mise en œuvre et au reporting.
- **La COP 17 doit permettre plus largement de mobiliser au-delà des États :**
 - **Les entreprises doivent aller plus loin.** Après le lancement du fonds de Cali en février 2025 visant à partager les bénéfices tirés de l'utilisation des informations numériques de séquençage génétique (DSI), l'enjeu sera de préciser les règles de répartition des fonds, d'examiner les taux et seuils de contribution et, surtout, d'obtenir une mobilisation effective des entreprises : transformer un principe de partage équitable en une source réelle et durable de financement de la nature.
 - **L'implication des grandes entreprises transnationales et des institutions financières est clé pour le cadre de Kunming-Montréal.**
 - Avec le CDP et SBTN, le WWF organisera un événement le dimanche 25 octobre pour permettre aux acteurs financiers de rejoindre un programme de formation sur un des axes de SBTN, en l'occurrence l'eau douce dont le besoin est devenu de plus en plus critique avec l'accélération du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité.
 - Par ailleurs, il convient de rappeler que toutes les grandes entreprises et institutions financières doivent jouer le jeu de la transparence en matière de biodiversité (exigence de la cible 15 de l'Accord de Kunming-Montréal). Malheureusement, comme le WWF l'a mis en lumière dans son étude NAT40, de trop nombreux acteurs se soustraient à cet exercice en considérant le sujet comme « non matériel » dans leur CSRD.
 - **La jeunesse.** WWF France et Unis-Cité mais également Capgemini s'associent au sein du programme Gen30, qui a pour objectif d'encourager les jeunes à s'engager concrètement pour la biodiversité à travers des projets locaux. Dans ce cadre, deux volontaires en service civique d'Unis-Cité, participeront à la COP17 aux côtés d'une dizaine d'autres ambassadeurs d'Autriche, du Guatemala, d'Inde, du Portugal et de Roumanie, où ils prendront part à des simulations de négociation internationale, des rencontres avec des experts, des ateliers de mentorat, et des événements dédiés à l'éducation et à l'engagement des jeunes pour la biodiversité.